



Promotion de la bonne gouvernance, lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent (SNAC Maroc)
Activité M4.4 : Formation certifiante sur les «Concepts de base de la lutte contre la corruption» et leurs aspects institutionnels et juridiques pour les agents publics

11-13 novembre 2014
Rabat, Maroc





Council of Europe
Conseil de l'Europe

Renforcer la réforme démocratique dans les pays du voisinage méridional

Promotion de la bonne gouvernance, la lutte
contre la corruption et le blanchiment
d'argent

Renforcer la réforme démocratique dans les pays du voisinage méridional

Financé
par l'Union européenne



UNION EUROPÉENNE

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

Mis en œuvre
par le Conseil de l'Europe

Council of Europe
Conseil de l'Europe

Conflit d'intérêts

Une situation où deux intérêts s'opposent - la mission de service public (règle éthique) et l'intérêt personnel d'un agent public.

La corruption:

L'abus d'un pouvoir reçu en délégation à des fins
privées

Caractéristiques:

- Ce n'est pas un acte de corruption en soi
- Caractérise la situation dans laquelle se trouve un/une agent de l'Etat
- Le comportement de l'agent de l'Etat détermine si l'acte de corruption est commis ou pas

Exemple :

Un juge qui est membre d'une association militant activement pour la protection de la propriété intellectuelle est en conflit d'intérêt s'il doit juger une affaire portant sur la propriété intellectuelle.

Que peut faire le juge ?

La perception du conflit d'intérêts est aussi importante que la réalité

Les fonctionnaires sont censés maintenir leur position d'indépendance en évitant de prendre des décisions ou mener des activités liées à leurs fonctions dans des situations de conflits d'intérêts réels ou apparents (Art. 2)

... [ainsi que] de s'abstenir de conclure des contrats, participer aux décisions ou activités susceptibles d'affecter leurs intérêts propres ou ceux de leur famille ou partenaire, si leur participation à l'adoption d'une décision ou une activité peut générer un doute quant à l'indépendance et l'impartialité de l'administration publique (Articles 6 et 12,

Code de conduite italien, 2000).

2 types principaux des conflits d'intérêts :

« structurels »

- se manifestent par définition lors de l'exécution simultanée de fonctions incompatibles

« de situation »

- se posent dans des situations ou décisions spécifiques où un intérêt privé concurrentiel apparaît comme imprévisible

EX: une incompatibilité structurelle

Bill Gates est désigné comme conseiller du gouvernement pour la mise en place d'une stratégie IT de l'administration publique.

Considérations à prendre en compte:

- Est-ce que Bill Gates acceptera de considérer les solutions IT mises en place par Apple ou Linux comme des solutions les mieux disantes et les plus efficaces?
- Est-ce que Bill Gates assurera les intérêts de sa propre société?

EX conflit d'intérêts de situation

Marijana est assistante administrative en charge d'organiser un atelier du CdE à Belgrade, y compris le choix d'un hôtel. Son meilleur ami y possède un hôtel capable d'héberger l'atelier et de loger les participants.

Considérations:

- Est-ce que Marijana choisira l'hôtel le mieux disant (mieux disant sur le prix)?
- Est-ce que Marijana préfère confier le marché à son ami malgré la concurrence ?

La notion d'intérêts privés n'est pas limitée aux aspects financiers ou économiques, ou à l'intérêt généré par un bénéfice personnel direct de l'agent public.

Il prend en compte :

- l'activité légitime des capacités publiques
- les affiliations privées et associations
- les intérêts familiaux

Gérer les conflits d'intérêts : les approches principales

Restrictions

- Des provisions sur les incompatibilités
- Des restrictions d'emploi
- Des restrictions sur les cadeaux

Exclusion ou retrait volontaire

- De la prise de décisions/des processus où le conflit est avéré

Transparence

- Déclarations d'intérêts
- Rationalisation des chaînes de prise de décisions/mise en place des politiques
- Des registres de cadeaux

Définitions des incompatibilités : les interdictions

- En fonction des types de responsabilités
- En fonction des types de postes– positions de management ou opérationnelles dans les sociétés privées
- Dans le cadre de l'exercice d'activités professionnelles de tout type, y compris en tant qu'indépendant, dans des domaines liés au gouvernement
- Dans le cadre d'activité rémunérées ou pas en lien avec l'administration publique
- Les intérêts de propriété doivent être gelés ou transférés

Les restrictions dans la poursuite d'activités professionnelles

- Restreindre le bénéfice d'une information ou un contact gagné dans le cadre de sa charge publique
- Eviter un usage illégitime de son expérience pour influencer l'action du gouvernement ou de toute autre personne ou organisation

Déclarations d'intérêts

Le conflit structurel

- Dès la désignation et à intervalles réguliers ou tout changement significatif

Le conflit de situation

- Quand le conflit est avéré



Exclusion ou retrait volontaire de la prise de décision ou du processus où le conflit est avéré

Recommandations aux agents publics

Etant donné que l'agent est généralement seul à savoir s'il ou elle se trouve dans cette situation, il est personnellement tenu:

- d'être attentif à tout conflit d'intérêts réel ou potentiel ;
- de prendre des mesures pour éviter un tel conflit ;
- d'informer son supérieur hiérarchique de tout conflit d'intérêts dès qu'il ou elle en a connaissance ;

Conseil de l'Europe: Code modèle de conduite pour les agents publics,
Article 13

Les déclarations de patrimoine/de revenus/ d'intérêts

- déclarations de revenus
- Patrimoine; y compris les biens immobiliers, les investissements et les placements
- Les revenus et patrimoines des membres directes de la famille
- Les activités tierces

L'objectif de la distinction :

- Contrôler les différents conflits d'intérêts potentiels
- Contrôler les enrichissements non justifiés

La mise en œuvre de l'encadrement des conflits d'intérêts :

- Publier la politique d'encadrement des conflits d'intérêts
- Faire des rappels réguliers
- S'assurer que la règles et la procédures sont disponibles
- Apporter conseil
- Apporter une assistance
- Aborder et discuter les dilemmes

Discussions sur les dilemmes éthiques:

Comment résoudre des dilemmes éthiques

- Quelles sont les règles éthiques qui s'appliquent ?
- Les règles offrent-elles une réponse claire ?
- Dans le cas contraire :
 - quels sont les arguments pour ou contre des actions alternatives ?
 - Quels arguments devraient prévaloir ?
- Jouez la sécurité :
 - Restez dans les clous en ce qui concerne les règles.
 - Les apparences sont aussi importantes que la réalité:
 - Etes-vous prêt à vous exposer à un contrôle public ?
 - Pouvez-vous justifier publiquement votre action ?

Il n'y a pas une bonne réponse unique!

M. Schweinsteiger est un agent en charge de la commande publique à Munich.

Il est membre du nouveau parti politique "les Neos", qui vient de remporter les élections locales à la municipalité de Munich en s'appuyant sur la plateforme "du football pour tous les enfants".

Le budget de la ville de Munich a des fonds disponibles pour promouvoir la santé publique. Les Neos ont prévu de mettre en œuvre leur programme électoral en utilisant cette ligne budgétaire pour organiser un appel d'offres public visant à acheter des ballons et des chaussures de football pour chaque enfant de 4 à 13 ans.

La filiale allemande de Adidas est un des soutiens financiers les plus importants des Neos. Elle a l'intention de participer à cet appel d'offres.

Précaution à prendre en considération:

- Y a-t-il conflit d'intérêts dans ce cas ?
- Quelles questions d'éthique se posent dans ce scénario ?
- Pourquoi pourrait on faire face à un problème éthique ?
- Qui est impliqué ? Qui sera affecté ? Qui est perdant ? Qui est gagnant ?
- Comment les points positifs et négatifs de la question discutée changent lorsqu'on regarde le scénario sous l'angle des points de vue individuels des acteurs impliqués?

Le Dr. Bouazzaoui dirige un service chargé de la sécurité alimentaire qui compte cinq experts à plein temps et trois assistants. Elle a reçu un budget pour créer un poste d'expert. Les missions du nouvel expert sont très techniques.

Le Dr M. Bouazzaoui aimerait recruter sur ce poste un ami de longue date, le Dr. Nedali, qui est un expert renommé de la sécurité alimentaire. Personne ne sait que le Dr Jones est le meilleur ami du Dr M. Bouazzaoui, qui ne communique ce fait à personne de crainte que son ami n'obtienne pas le poste précisément du fait que son employeur estimerait qu'il y a un conflit d'intérêts.

Elle siège au jury de recrutement mais s'abstient de voter. En définitive, le jury décide de retenir la candidature du Dr Nedali, qui se révèle être le meilleur candidat.

Mme Vitali est agent au bureau des permis professionnels, qui est l'autorité en charge d'approuver les permis professionnels.

Son voisin, M. Pavicic, est un homme pauvre et honnête qui souhaite ouvrir une petite affaire d' "agrotourisme" et un restaurant. N'étant pas un homme d'affaires, il a soumis sa demande de permis très en retard. En temps ordinaires, la réponse devrait tomber au 1 août.

Entretemps, M. Plancic, un homme d'affaires reconnu a déposé une demande similaire. Son dossier a été transmis à Mme Vitali pour validation. Elle a remarqué un léger oubli de document à présenter à l'appui.

Mme Vitali a le pouvoir de soit rejeter la demande en raison de l'oubli ou d'autoriser le candidat à fournir les documents manquants.

En Molvanie, un petit Etat (fictif) d'Europe de l'Est de 650 000 habitants, le chef de la commande publique est désigné par le Parlement.

La majorité parlementaire est détenue par le parti DPS mené par M. Milovic, tout comme le gouvernement. M. Milovic est premier ministre.

Un nouveau chef de la commande publique a été proposé par le parlement. Il s'agit d'un procureur avec une expérience de 10 ans. Il est aussi le beau-frère du Procureur général.

En tant que Chancelier fédéral allemand de 1998 à 2005, Gerhard Schröder était un soutien zélé du projet de pipeline Nord Stream chargé de livrer directement le gaz russe à l'Allemagne



L'accord sur la construction du pipeline a été signé 2 semaines avant les élections parlementaires. Le 24 octobre 2005, à peine quelques semaines avant de quitter le pouvoir, le gouvernement de Schröder a accepté de garantir les coûts de construction du pipeline à hauteur de 1 milliard d'euros si Gazprom faisait défaut

Peu de temps après son départ, Schröder a accepté l'offre de Gazprom d'être nommé à la tête du comité de surveillance de Nord Stream AG.



Council of Europe
Conseil de l'Europe

SNAC - Promotion of Good Governance and
Fight against corruption

www.coe.int/snac

Merci pour votre attention!

Ø Marijana Trivunovic, Experte
trivunoivc@gmx.net

Ø Guillaume Parent, Coordinateur du Projet SNAC
guillaume.parent@coe.int

Financé
par l'Union Européenne



UNION EUROPÉENNE



COUNCIL
OF EUROPE
CONSEIL
DE L'EUROPE

Mis en œuvre
par le Conseil de l'Europe